



Texte action de la CAA

30 septembre 2021

Face à la crise multi dimensionnelle que connaît Mayotte, l'impression constante est que la réponse de l'état est insuffisante quel que soit le domaine envisagé.

La politique de destruction de logements insalubres, si elle ne s'accompagne pas en nombre suffisant de créations de logements sociaux, débouche sur une nouvelle multiplication des ghettos. Les événements récents de Koungou relèvent de cette situation inextricable qui contribue à l'angoisse des collègues.

La délinquance qui sévit et commence aux alentours des établissements scolaires bénéficie parfois et c'est l'impression qui se dégage pour beaucoup d'observateurs, d'absence ou d'insuffisance de moyens humains en forces de l'ordre. Voir l'exemple de vendredi 24 septembre au lycée de Kahani.

Les sureffectifs des établissements scolaires sont difficilement gérés et supportables par la communauté éducative faute d'agents en nombre suffisant : personnels de santé, assistantes sociales,

AED, enseignants, ATOSS, personnels de direction.

Les violences entraînent des droits de retrait en cascade. Les agents exposés à des dangers pour leur santé et même leur vie estiment raisonnable de penser, selon la formule consacrée, qu'il faut se mettre à l'abri. C'est à juste titre que les chauffeurs de bus, les collègues de Kahani ou même de Dzoumogné et peut être demain de Koungou, l'exercent.

La situation de conflit ininterrompu depuis plus d'un an entre Combani et Miréréni crée des perturbations importantes au collège de Tsingoni, en privant de scolarité de nombreux collégiens.

La perte de jours de classe combinée aux effets des confinements successifs entraîne un découragement et une lassitude chez nos collègues.

Dans ce contexte de crise social aggravée, beaucoup de collègues envisagent de quitter Mayotte, à la fois pour leur santé et leur bien être mental mais aussi pour la scolarité de leurs enfants.

Et surtout nos collègues titulaires qui connaissent les difficultés du département ne viennent plus à Mayotte.

Face à ces difficultés, le SNES dans la FSU Mayotte a un ensemble de revendications qui ont été reprises dans la feuille de route de Mayotte. Le 23 septembre, nous avons rappelé ces revendications aux responsables du rectorat. Pour le moment aucune négociation n'est planifiée. Tout en relayant la grève du 5 octobre, nous laissons encore un délai jusqu'aux vacances pour obtenir une réponse.

Le recteur s'est engagé dans les médias et auprès de la FSU Mayotte sur la hausse de l'indexation. En l'absence de suite donnée notamment et principalement à cet engagement, nous reprendrons le mouvement en novembre dans le cadre local de la FSU Mayotte.